

peut vendre ses produits. Les industriels ont recours à la méthode de la vente dite à tempérament. Les merveilleux produits de nos machines sont vendus moyennant un dollar comptant puis un dollar ou un dollar et demi par semaine, selon le cas. Puisque l'industrie ne peut écouler ses produits sans avoir recours à ces procédés, à quoi bon produire davantage? Les industriels se rendent compte qu'il est inutile d'augmenter la production sans relever la puissance d'achat de la masse. J'ai sous les yeux les avis offerts par un homme d'affaires des Etats-Unis, qui reconnaît qu'il faut augmenter la puissance d'achat des gens pour que l'industrie puisse vendre sa production:

La générosité de Harvey Gravell, riche fabricant de la Pensylvanie, lui a gagné bien des amitiés et lui a valu la publicité et les éloges. Au Premier de l'An dernier, il a distribué \$90,000 entre ses employés afin qu'ils puissent acquitter leurs dettes. A Noël cette année, il va donner une gratification de \$300 à l'épouse de chacun de ses ouvriers,—ce qui représente un cadeau de \$75,000. "J'estime que l'épouse a une grande part au succès du mari et mérite une récompense". S'étant acquis une grande popularité par la presse, le fabricant Gravell propose maintenant ce plan à son nombreux auditoire: l'octroi par le Gouvernement d'un dividende annuel de \$250 à chaque électeur inscrit aux Etats-Unis. Une pareille générosité paraît tenir un peu de l'extravagance, mais après que M. Gravell vous montre le chemin que prend votre argent, à tout événement, son idée ne paraît pas si bizarre. Actuellement, je dépose mon argent en lieu sûr, c'est-à-dire à la banque; celle-ci le prête au Gouvernement. Puis, afin de verser l'intérêt que la banque exige, le gouvernement me taxe pour verser des intérêts sur l'argent qui m'appartient. Qui a la berlue maintenant?

Beaucoup d'honorables députés d'en face se sont enquis au sujet de ce dividende de \$25. Ce qui les frappe, c'est le fait qu'un gouvernement reconnaisse la possibilité de verser un dividende à chaque citoyen du pays. Mais j'affirme, sans crainte d'être contredit même par le ministre, qu'il est financièrement possible de verser à chaque citoyen de ce pays un dividende de \$25. Qu'il mette en doute l'orthodoxie d'une pareille méthode, qu'il soutienne qu'elle affaiblirait le moral de la population ou ouvrirait la porte à la paresse; qu'il invoque d'autres arguments de ce genre, s'il veut, mais je ne crois pas que le moindre doute s'élève dans l'esprit du ministre quant à la possibilité matérielle de procurer les marchandises et les services nécessaires à la création d'une pareille somme d'argent; et il n'y a rien de remarquable à cela lorsqu'on voit les institutions financières, les banques surtout, verser les dividendes ronds à leurs actionnaires groupés ensemble et ne produisant rien eux-mêmes. Si elles peuvent le faire, qu'y a-t-il de remarquable à ce que le gouvernement d'une province—

celui de l'Alberta, par exemple—dise aux habitants de cette province qu'en se groupant, en contrôlant leur propre crédit, en produisant des biens et en s'outillant pour les produire, ils peuvent se verser des dividendes à eux-mêmes. Nous savons qu'il faudrait émettre d'autre monnaie afin de pouvoir verser des dividendes à la population, mais nous savons aussi que des précautions sont possibles contre les conséquences néfastes de l'inflation; et nous savons également que l'argent circulerait plus rapidement peut-être et qu'il en faudrait moins que beaucoup de gens ne croient pour verser un dividende de \$25 à chaque citoyen du pays. Si l'émission des dividendes au pays dépendait de la bonne volonté dont les gens font preuve lorsqu'il s'agit de rendre des services et de produire de la richesse, nous savons que la chose serait possible. Nous savons que des milliers de pêcheurs tant de l'Atlantique que du Pacifique vivent de secours, que des milliers de producteurs de fruits n'agrandissent pas leurs vergers parce qu'ils ne peuvent pas vendre les fruits qu'ils récoltent actuellement, que notre industrie du bois de construction fonctionne au ralenti et nos fabriques de ciment sont fermées ou en exploitation qu'une partie du temps, que nos houillères dans l'Ouest ne sont pas exploitées à pleine capacité, que nous n'utilisons pas toute l'énergie produite au Canada actuellement, et que nous ne prenons pas les mesures nécessaires en vue d'utiliser nos ressources naturelles comme nous le pourrions si notre régime économique était bien ordonné. Nous savons que matériellement il est possible de mettre un niveau de vie élevé à la portée des citoyens du Canada, mais notre régime financier nous en empêche. Les gens abandonnent notre régime monétaire actuel, car il se rendent compte qu'on ne recouvrera pas la prospérité au moyen d'emprunts ou d'impôts.

Je m'arrête un instant à la question du logement. Je sais que le Gouvernement a essayé de donner de l'emploi en encourageant la construction et la réfection des maisons. On a emprunté quinze millions des banques, mais que peut-on faire avec cette somme si on songe à la quantité énorme de logements dont on a besoin au pays? On pourrait dépenser ces quinze millions à Montréal pour y faire disparaître les taudis et même cela ne suffirait pas. Lorsque le premier ministre (M. Mackenzie King) a déclaré avant les élections qu'on voterait les fonds nécessaires à l'exécution d'un programme national de construction de logements, je croyais que la Banque du Canada émettrait une somme suffisante pour résoudre ce problème. Mais elle ne l'a pas fait. Au contraire, on prit des